

Burundi : un ancien Premier ministre recherché par la justice

@rib News, 19/04/2023 - Source AFP Un ancien Premier ministre du Burundi, Alain-Guillaume Bunyoni, est recherché par la justice qui a mené plusieurs perquisitions sans le localiser, a annoncé mercredi le ministre de l'Intérieur affirmant ignorer les raisons de ces opérations. Premier ministre depuis juin 2020, le très influent Alain-Guillaume Bunyoni a démissionné de ses fonctions le 7 septembre par le président Evariste Ndayishimiye et remplacé par le ministre de l'Intérieur Gervais Ndirakobuca.

Cinq jours plus tard, le chef de l'Etat avait annoncé dans un discours des velléités de « coup d'Etat » de ceux qui se croient « tout-puissants » et tentent de « saboter » son action. Bunyoni était de longue date considéré le véritable numéro deux du régime depuis la crise politique de 2015 et le chef de file des durs parmi les généraux qui oeuvrent dans les coulisses du pouvoir. « Il y a eu une perquisition » à plusieurs domiciles appartenant à Alain-Guillaume Bunyoni lundi, mais les autorités ne « l'ont pas trouvé », a déclaré lors d'une conférence de presse de l'Intérieur Martin Niteretse, qui a assuré ne pas connaître les raisons de ces perquisitions. « Nous attendons qu'ils continuent de le rechercher », a-t-il poursuivi. L'ancien Premier ministre « a été prévenu à l'avance que l'on resserrerait sur lui, il a disparu dans la nature avant l'arrivée des forces de l'ordre », a affirmé à l'AFP un haut gradé de l'armée burundaise, qui a requis l'anonymat. Cette même source a affirmé qu'un haut gradé de la police, son avertissement à Bunyoni des perquisitions à venir, a été arrêté. Le ministre de l'Intérieur a confirmé l'identité du colonel de la police, sans toutefois en donner les raisons. Depuis la fin d'une guerre civile qui a ravagé le pays entre 1993 et 2006 et fait 300.000 morts, le pays est tenu d'une main de fer par le régime, grâce aux Imbonerakure, la ligue de jeunesse du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, et au Service national du renseignement. Si la communauté internationale a salué une certaine ouverture du pays depuis l'arrivée au pouvoir d'Evariste Ndayishimiye en juin 2020 après la mort soudaine de Pierre Nkurunziza, une commission d'enquête de l'ONU affirmait en septembre 2021 que la situation des droits de l'Homme restait « désastreuse » au Burundi. Depuis son indépendance en 1962, le Burundi a été témoin de nombreux massacres et de conflits entre les communautés Hutu et Tutsi, respectivement estimées à 85% et 14% de sa population. Le Burundi, enclavé dans la région des Grands Lacs, est le pays le plus pauvre au monde en termes de PIB par habitant selon la Banque mondiale, qui estime que 75% de ses douze millions d'habitants vivent sous le seuil de pauvreté.